

Charles de Gaulle

Mémoires d'Espoir
Le Renouveau

GAULLE, Charles de, *Mémoires d'espoir. Le Renouveau*. (1970). Paris. Gallimard. La Pléiade. 2000. 1505 pages. p. 877 à 1144. Notices et notes, p. 1359 à 1402.

De même qu'après avoir été Président du gouvernement provisoire du 3 juin 1944 au 20 janvier 1946, Charles de Gaulle (1890-1970) s'était attelé à la rédaction des *Mémoires de guerre*, à peine a-t-il définitivement quitté l'Élysée, de nouveau occupé du 8 janvier 1959 au 28 avril 1969, qu'il décide d'écrire les *Mémoires d'espoir*, qu'il débute à son retour à Colombey, le 19 juin. Ces seconds mémoires sont conçus comme les premiers, en trois volumes, avec, en tête, *le Renouveau* qui couvre la période 1958-1962 et paraîtra le 7 octobre de la même année.

Le premier chapitre, *les Institutions*, dresse un bilan de sa présence à la tête du Gouvernement provisoire et des « profondes réformes qui étouffaient dans l'œuf l'entreprise révolutionnaire » (p.883), tout en soulignant la réapparition des partis dont l'agitation font de l'État une scène pour la lutte des ambitions et provoque son départ. Rappelé par René Coty (1^{er} juin 1958) et investi à la direction du Gouvernement de Salut national formé le 2, de Gaulle expose sa conception de sa charge, crée le Conseil Constitutionnel et après avoir obtenu 78% de oui au référendum qui approuve la constitution de la Cinquième République, il est élu lui-même Président et s'installe le 8 janvier 1959 à l'Élysée.

L'Outre-Mer traite du désengagement du pays « des astreintes sans contreparties que lui impose son empire », cela, malgré la tristesse et la mélancolie ressenties. *L'Algérie* reprend les étapes qui conduisirent à l'indépendance du pays. C'est en effet la guerre (1954-1962) et le Putsch d'Alger (13 mai 1958) qui causèrent son rappel comme ultime recours. Le référendum sur l'autodétermination (8 janvier 1961) ouvrit les pourparlers avec les représentants du FLN, qui aboutirent aux accords d'Évian du 18 mars 1962.

Le mémorialiste examine ensuite *l'Économie*, le redressement des finances (1^{er} janvier 1960, le nouveau franc), le Plan et, tout en assumant le dirigisme (Loi d'orientation agricole de 1960), il développe sa grande idée de la participation des employés aux bénéfices et décisions des entreprises.

L'Europe fait le point sur sa conception de l'Union et son rapport à l'Atlantisme américain. Il s'inscrit contre « l'organisation imposée à l'Alliance Atlantique et qui n'est que la subordination militaire et politique de l'Europe occidentale aux États-Unis d'Amérique » et refuse une « France docile sous l'hégémonie qualifiée de solidarité atlantique » (p. 1026), l'OTAN mettant la sécurité européenne à la discrétion des USA. Au sein de l'Europe, il s'inscrit contre l'école supranationale et l'intégration, il souhaite l'Union d'États bien distincts, et ne cessera de s'opposer à l'entrée dans le Marché commun de la Grande-Bretagne, avant-garde du pouvoir nord-américain.

Le Monde lui permet d'enfoncer le clou, en réaffirmant son refus du partage à deux (URSS et USA) de l'autorité mondiale, car « la France se commande elle-même » ; il retire la flotte française de l'OTAN, interdit aux USA l'introduction de bombes atomiques et de rampes de lancements en France, refuse l'embargo sur Cuba exigé par les USA, et poursuit le développement du nucléaire, lui qui avait fondé le CEA en 1945. Il consacre toute son énergie à faire entendre la voix singulière du pays en se démarquant des USA : reconnaissance de la Chine, sermon à Ben Gourion : « Arrêtez la colonisation », considération des petits pays auxquels il convient d'accorder l'aide dont ils ont besoin ; il

voyage et reçoit beaucoup, dont Kennedy (31 mai 1961).

Le chef de l'état clôt le livre en faisant le point sur les responsabilités qui incombent au Président, qui décide, le gouvernement exécutant, l'ultime juge devant être le peuple auquel le général s'adresse avec éloquence quand il l'estime nécessaire, faisant œuvre de pédagogue.

Dans ce premier volume, le général de Gaulle écarte volontairement certains sujets afin de demeurer dans une tonalité positive. Il se réserve les deux volumes à venir pour les aborder.

Citations

« Aussi l'État, qui répond de la France, est-il en charge, à la fois, de son héritage d'hier, de ses intérêts d'aujourd'hui et de ses espoirs de demain. Nécessité vitale, qui en cas de péril public s'impose tôt ou tard à la collectivité ! Dès lors, pour un pouvoir, la légitimité procède du sentiment qu'il inspire et qu'il a d'incorporer l'unité et la continuité nationales quand la patrie est en danger. » p.881

« Bref, quelques mois après la victoire, l'État était debout, l'unité rétablie, l'espérance ranimée, la France à sa place en Europe et dans l'univers (...) Mais, celui-ci (le sort de la patrie, ndlr) une fois assuré, toutes les prétentions, ambitions et surenchères d'antan se levaient sur notre peuple, comme si les malheurs inouïs qu'elles venaient de lui coûter se trouvaient aussitôt oubliés. ». p.883

« (...) le Plan (...) embrasse l'ensemble, fixe les objectifs, établit une hiérarchie des urgences et des importances, introduit parmi les responsables et même dans l'esprit public le sens de ce qui est global, ordonné et continu, compense l'inconvénient de la liberté sans en perdre l'avantage ». p. 997

« Cependant, depuis longtemps, je suis convaincu qu'il manque à la société mécanique moderne un ressort humain qui assure son équilibre. Le système social qui relègue le travailleur – fut-il convenablement rémunéré – au rang d'instrument et d'engrenage est, suivant moi, en contradiction avec la nature de notre espèce, voire avec l'esprit d'une saine productivité. » p.998